

PREFECTURE DE LA VENDEE  
A L'ATTENTION DE M. LE PREFET  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT SECTION ICPE  
29 RUE DELILLE  
85922 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Nos réf. : SECU 24 001

LA ROCHE SUR YON, le 09/01/2024

Objet : Examen au cas par cas – Projet de pose de panneaux photovoltaïques au sol - Site de Sainte Gemme la Plaine

Monsieur le Préfet,

Cavac groupe coopératif agricole et agro-industriel, exploite sur son site de Sainte Gemme la Plaine, lieudit Le Fief Chapitre, une unité de stockage de céréales et une unité de production d'isolant naturel. L'établissement est soumis au régime de l'autorisation préfectorale au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2160-2a et 2311-1 et sous le régime d'enregistrement pour la rubrique 1532-2. Son fonctionnement est ainsi encadré par l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-713 du 15 juin 2012 et l'APC n°19/DRCTAJ/1-702 du 20 décembre 2019.

La société Cavac a pour projet de mettre en place des panneaux photovoltaïques au sol et souhaite en application de l'article R181-46 du Code de l'Environnement vous en informer.

Au regard de l'annexe de l'article R122.2 du Code de l'environnement, le projet n'est pas concerné par la rubrique 1 « ICPE » mais par la rubrique 30 suivante concernant « L'Energie » :

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
<b>30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)</b>	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc

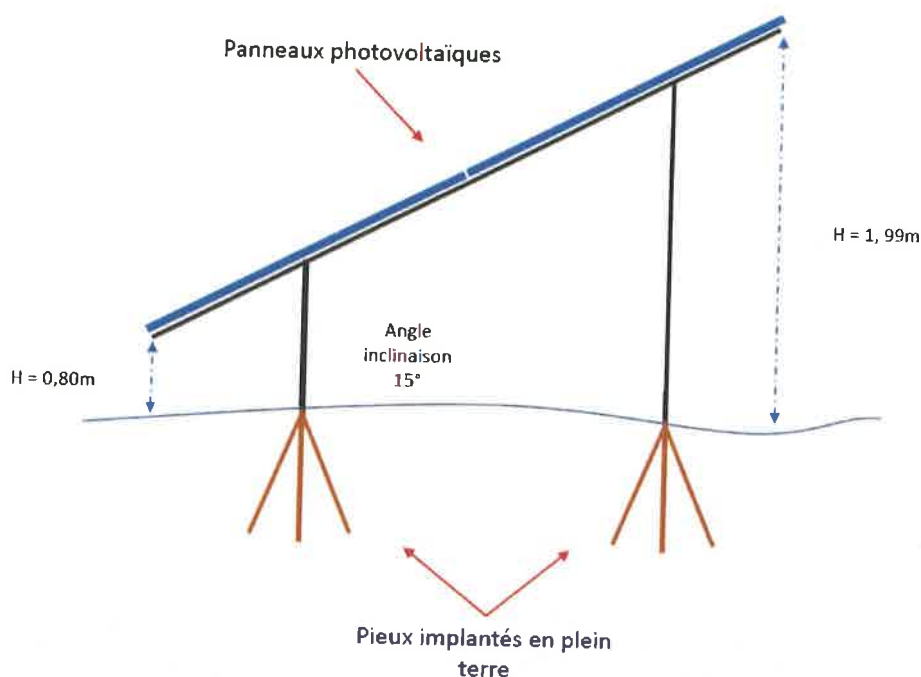
La puissance du projet sera < à 1 MW, le projet est par conséquent soumis à examen au cas par cas dont vous trouverez la demande en pièce jointe n°1.

La coopérative envisage aujourd'hui l'installation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 997.05 KWC. L'emprise de ces aménagements se situe sur la partie Sud du site industriel. Les plans présents en annexes du formulaire CERFA N°14734\*04 joint indiquent la localisation des panneaux sur le site.



→ Ces panneaux seront mis en œuvre au sein d'une zone faisant partie du périmètre d'exploitation de l'arrêté préfectoral d'exploitation. La surface au sol du périmètre ICPE ne sera pas modifiée avec ce projet.

L'aménagement envisagé comprend la mise en place au sol sur pieux de panneaux photovoltaïques selon le schéma ci-dessous ainsi que la mise en place d'un transformateur dédié :



(Vue d'implantation du projet sur le site industriel depuis la RD 949)

L'objectif du projet est de pouvoir réinjecter le courant sur le poste de livraison Enedis actuel pour une alimentation des unités de stockage et de production du site. Cet aménagement rentre donc dans la politique RSE du Groupe qui vise à promouvoir le développement des énergies renouvelables en autoconsommation.



La situation administrative du site est la suivante :

1) Au titre des ICPE

Le site est classé à autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-713 du 15 juin 2012 et l'APC n°19/DRCTAJ/1-702 du 20 décembre 2019.

2) Au titre des IOTA

Aucune artificialisation du sol ne sera faite, aucune surface ne sera donc imperméabilisée avec ce projet ; les panneaux seront posés sur pieux sur une parcelle enherbée et qui restera entretenue régulièrement par fauchage.

**→ Ce projet ne modifiera pas la situation administrative de l'établissement vis-à-vis de la réglementation sur les installations classées ni celle au titre des IOTA.**

**→ S'agissant des incidences du projet sur l'environnement, elles seront donc nulles.**

De plus, les panneaux seront éloignés des installations existantes du site. En effet ils seront implantés à minimum 30 mètres des bâtiments existants.

**→ Au regard de son emplacement, le projet ne présentera aucun impact accidentel, aucun effet domino sur les installations existantes et inversement.**

Au regard de l'ensemble de ces éléments, nous pouvons considérer que le projet d'installation de panneaux photovoltaïques au sol :

- n'est pas susceptible de modifier le classement de l'établissement vis-à-vis de la nomenclature sur les installations classées, des directives IPPC/IED et SEVESO et des articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du Code de l'Environnement ;
- n'est pas susceptible d'entraîner des inconvénients significatifs sur l'environnement ;
- n'est pas susceptible d'entraîner des dangers significatifs.

Nous vous souhaitons bonne réception de l'ensemble et nous vous prions, d'agréer, Monsieur Le Préfet, l'assurance de nos respectueuses salutations.

Jacques BOURGEAIS

Directeur Général

P.1  
